



Monsieur le Maire
hôtel de ville
5 Place de la Libération

83 143 LE VAL

Service : Foncier Aménagement Territoires
Dossier suivi par : Alexandra Estival et Fanny Alibert
Nos Réf : FJ/FA/AE/EL/MA
Visa Direction :

Draguignan, le 4 décembre 2023

Objet : Elaboration du Règlement Local de Publicité de la commune de Le Val - Avis de la Chambre Départementale d'Agriculture

Monsieur le Maire,

Personne publique autre que l'Etat, la Chambre Départementale d'Agriculture du Var a été rendue destinataire du projet de Règlement Local de Publicité de la Commune du Val arrêté par délibération du Conseil Municipal du 10 février 2023.

Votre courrier étant arrivé dans nos services en date du 23 novembre 2023, c'est à partir de cette date de réception que nous avons fait courir les 3 mois nous étant impartis pour vous adresser notre avis.

Le dossier, en l'état où il nous a été transmis, appelle, de notre part, une observation.

Dans le document Tome 2 - Partie réglementaire, nous constatons un manque d'informations sur les pré-enseignes et notamment les pré-enseignes dérogatoires.

De plus, en page 78 du Tome 1 - Rapport de présentation, il est indiqué : « qu'à l'inverse des publicités et pré-enseignes, les enseignes sont autorisées hors agglomération ». Or, vu les enjeux agricoles sur votre commune, environ une dizaine d'exploitants agricoles concernés, il convient d'autoriser les pré-enseignes.

En effet, les articles R581-66 et R581-67 du Code de l'Environnement autorisent les pré-enseignes dérogatoires lorsqu'elles sont implantées au

Siège
26, boulevard Jean Jaurès
CS 40203
83006 Draguignan Cedex

Antenne de Vidauban
70, avenue du président Wilson
83550 Vidauban

Antenne de Hyères
727, avenue Alfred Décugis
83400 Hyères

04 94 50 54 50
contact@var.chambagri.fr

République Française
Etablissement public
Loi du 31/01/1924



sol, en dehors de l'agglomération, et qu'elles permettent de signaler l'un des éléments suivants :

- Fabrication ou vente de produits du terroir par des entreprises locales. Cela concerne les entreprises consacrant leur activité principale à la fabrication ou à la vente de produits traditionnels liés à un savoir-faire, et à une identité culturelle locale, fabriqués dans un secteur géographique délimité et identifié ayant un rapport avec l'origine du produit.

A ce titre, nous vous demandons de préciser cette disposition, dans votre Règlement Local de Publicité, à la fois dans le Tome 1 - Rapport de présentation et également dans le Tome 2 - Partie réglementaire.

Nous vous rappelons que la commune a la possibilité d'instituer une taxe locale sur la publicité extérieure. Cette taxe facultative s'applique aux dispositifs publicitaires fixes et visibles de toute voie ouverte à la circulation quelle que soit l'enseigne ou la zone géographique de la commune/EPCI où se trouve le dispositif publicitaire. Les collectivités ont la possibilité d'exonérer totalement ou partiellement certains dispositifs d'affichage notamment eu égard à leur dimension. Dans le cas de l'institution de cette taxe, il nous apparaît indispensable d'étudier des solutions d'exonération totale ou partielle de la TLPE pour les activités agricoles. Cette requête s'inscrit dans un objectif de favoriser la commercialisation en circuits courts, de promotion des productions locales...

Les observations que nous formulons ici, le sont au nom des intérêts généraux de la Profession agricole et de l'Agriculture que nous avons pour mission de représenter et de défendre pour répondre aux objectifs de développement durable de cette activité économique.

Nous émettons donc un avis favorable, sous réserve de la prise en compte de l'observation suscitée, sur le projet de Règlement Local de Publicité de la Commune de Le Val.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de nos sincères salutations.

Fabienne JOLY,
Présidente
de la Chambre d'Agriculture du Var